

Brochure n° 3104

Convention collective nationale  
IDCC : 176. – **INDUSTRIE PHARMACEUTIQUE**

ACCORD DU 16 NOVEMBRE 2011  
RELATIF AUX COTISATIONS DE FRAIS DE SANTÉ

NOR : ASET1250785M

IDCC : 176

Entre :

Les LEEM,

D'une part, et

Le SNPADVMS UNSA ;

La FCE CFDT ;

La FCMTE CFTC ;

La CFE-CGC chimie,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>**

*Cotisations contractuelles des garanties maladie-chirurgie-maternité au régime professionnel conventionnel (RPC) et au régime supplémentaire (RS) de frais de soins de santé des anciens salariés*

L'article 5.2 « Cotisations annuelles contractuelles » de l'accord collectif du 22 juin 2007 sur le régime frais de soins de santé des anciens salariés et le tableau des cotisations fixées pour l'année 2011 qui suit sont annulés et remplacés par les dispositions suivantes :

« La cotisation brute doit permettre l'équilibre global du régime. Elle est exprimée en pourcentage du plafond annuel de la sécurité sociale. Pour les anciens salariés, ce pourcentage varie en fonction de tranches de revenu de remplacement, tel que défini ci-dessous. Pour les autres adhérents, cette cotisation est forfaitaire, exprimée en pourcentage du plafond annuel de la sécurité sociale.

Le montant des cotisations (HT) contractuelles au 1<sup>er</sup> janvier 2012 est fixé comme suit pour les différentes catégories d'adhérent :

Ces cotisations (HT) s'entendent hors taxe et toute autre cotisation ou contribution fiscale ou sociale, telle que la taxe d'assurance et la taxe de solidarité additionnelle, applicables conformément à la législation en vigueur à la date du versement de la cotisation.

Les cotisations contractuelles des adhérents bénéficiant du régime général de la sécurité sociale des départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle sont égales à 60 % des cotisations indiquées ci-après.



Le revenu de remplacement est déterminé en fonction du revenu « pensions, retraites et rentes » figurant sur l'avis d'imposition dès lors qu'une année complète figure sur cet avis.

Lorsque l'ancien salarié ne fournit pas à l'assureur le justificatif du montant de son revenu net de remplacement, c'est la cotisation la plus élevée qui s'applique.

	REVENU de remplacement	RÉGIME PROFESSIONNEL conventionnel (RPC)	RÉGIME supplémentaire (RS)
Pour chaque ancien salarié	19 200 € ou moins	2,40 % du PASS	0,65 % du PASS
	De 19 201 € à 24 000 €	2,54 % du PASS	0,68 % du PASS
	De 24 001 € à 31 200 €	2,78 % du PASS	0,74 % du PASS
	De 31 201 € à 38 400 €	3,20 % du PASS	0,85 % du PASS
	De 38 401 € à 50 400 €	3,74 % du PASS	0,99 % du PASS
	De 50 401 € et plus	4,42 % du PASS	1,15 % du PASS
Pour chaque conjoint d'adhérent retraité ou veuf(ve) de l'adhérent		3,01 % du PASS	0,82 % du PASS
Pour chaque adhérent non retraité (uniquement pour les bénéficiaires de l'annexe III de l'accord du 19 mai 2000 sur la prévoyance au 30 juin 2007)		2,56 % du PASS	0,70 % du PASS
Pour chaque conjoint d'adhérent non retraité ou veuf(ve) d'adhérent décédé en activité		2,56 % du PASS	0,70 % du PASS
Pour chaque enfant à charge (gratuité à partir du 4 <sup>e</sup> enfant)		1,28 % du PASS	0,36 % du PASS

## Article 2

### *Entrée en vigueur*

Le présent accord entre en vigueur à compter 1<sup>er</sup> janvier 2012, tant pour les participants retraités déjà affiliés au 31 décembre 2011 que pour ceux qui s'affilieraient au régime facultatif à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2012.

## Article 3

### *Dépôt. – Publicité*

Conformément aux articles L. 2231-6 et D. 2231-2 du code du travail, le présent accord collectif sera déposé en deux exemplaires aux services centraux du ministre chargé du travail et remis au secrétariat-greffe du conseil de prud'hommes de Paris.

## Article 4

### *Extension*

Les parties signataires conviennent de demander au ministère du travail, de l'emploi et de la santé, l'extension du présent accord.

Fait à Paris, le 16 novembre 2011.

(Suivent les signatures.)